

Remaniement gouvernemental : les Verts refusent de participer à un gouvernement Valls

mercredi 2 avril 2014, par Le Monde.fr (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2014).

La décision du refus de participation au gouvernement de Manuel Valls a été prise contre l'avis d'une majorité de parlementaires du parti écologiste.

Le bureau exécutif d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) a refusé, mardi 1^{er} avril, de participer au gouvernement de Manuel Valls. « *Malgré les propositions faites par Manuel Valls, les conditions en l'état ne sont pas réunies* » pour une participation, explique le parti.

Dans son communiqué, le bureau fait savoir que « *les écologistes soutiendront sans faille le gouvernement à chaque fois qu'il s'engagera sur le chemin du progrès et de l'écologie, mais s'opposeront aux renoncements et quand l'écologie ne sera pas au rendez-vous* ». A l'heure actuelle, les membres d'EELV se voient comme des « *partenaires vigilants* ».

Cette décision a été prise contre l'avis d'une majorité de parlementaires, selon des sources parlementaires citées par Reuters (le groupe compte 16 élus). Si un élu acceptait malgré tout un ministère, il serait exclu du parti. M. Valls, qui a effectué la passation de pouvoir avec Jean-Marc Ayrault, doit annoncer son gouvernement mercredi.

Le bureau exécutif d'EELV a fait ce choix à l'issue d'une journée de discussions, au lendemain de la prise de position de Pascal Canfin et Cécile Duflot, les deux représentants écologistes du gouvernement démissionnaire de Jean-Marc Ayrault, qui ont annoncé qu'ils ne participeraient pas au nouveau gouvernement Valls, estimant que les idées portées par le nouveau premier ministre « *ne constituent pas la réponse adéquate aux problèmes des Français* ».

« UN GRAND MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE »

Manuel Valls avait reçu dans la matinée une délégation d'EELV composée du chef de file des sénateurs écologistes, Jean-Vincent Placé, des coprésidents du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili et François de Rugy, et de la secrétaire nationale du parti, Emmanuelle Cosse.

Selon des membres de l'entourage de M. Valls cités par l'AFP, le nouveau premier ministre a fait part aux écologistes de son engagement à « *inclure EELV pleinement dans le processus de décision* ». Il se serait notamment engagé sur le processus de « *la transition énergétique* », des actions en faveur de la « *justice sociale* », et de la « *décentralisation* », trois thèmes chers aux écologistes.

Il leur aurait proposé « *un grand ministère de l'écologie, avec l'énergie et les transports, trois ministres et une dose de proportionnelle* », selon plusieurs sources parlementaires. Et en cas de

refus d'entrer au gouvernement, M. Valls leur aurait promis de « *ne pas faire de débauchage* » individuel.

Dans l'entourage de Manuel Valls, on analyse cette décision comme un « *choix stratégique du parti écologiste* » et on souligne que les propositions du nouveau premier ministre avaient « *semblé correspondre aux attentes des membres de la délégation* » reçue mardi matin. On assure aussi que le premier ministre « *continuera à travailler* » avec les écologistes, « *force politique* » de la majorité.

Le bureau a voté à sept voix contre, trois voix pour et cinq abstentions, selon plusieurs sources écologistes citées par l'AFP. Le député écologiste François-Michel Lambert s'est déclaré « *abasourdi de l'immaturité de [son] parti* ».

P.-S.

* Le Monde.fr | 01.04.2014 à 20h19 • Mis à jour le 01.04.2014 à 22h42.